

## ÉDITORIAL



# Les risques de désintégration de l'État et de séparatisme dans le monde arabe

Dr Zeina el Tibi  
Présidente déléguée de l'OEG

Le Centre d'études des droits du monde arabe (CEDROMA) de l'Université Saint-Joseph (USJ) de Beyrouth et l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris ont organisé le 28 février 2018 à l'amphithéâtre Gulbenkian de l'USJ un colloque sur le thème « Les risques de désintégration de l'État et de séparatisme dans le monde arabe ».

Présidée par le professeur Marie-Claude Najm, directrice du CEDROMA, cette conférence a permis d'entendre plusieurs experts sur la question de la menace séparatiste contre l'unité nationale et l'État-nation dans le monde arabe. Mme Najm a souligné l'importance du sujet de cette conférence qui traite d'une question cruciale pour l'avenir des pays arabes.

Dr Charles Saint-Prot, directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris, a exposé que « *les menaces séparatistes sont devenues l'un des principaux problèmes dans beaucoup de pays du monde... Le monde arabe n'échappe pas à ce fléau, il suffit de regarder ce qui se passe en Irak, en Syrie, en Libye, au Soudan ou au Yémen, et aussi ce qui menace en Algérie ou ailleurs. Le monde arabe voit resurgir de vieux conflits ou naître de nouveaux, parfois artificiels comme celui qui oppose le Maroc à l'Algérie sur le Sahara marocain. De même au Liban, près de trente ans après les accords de Taïf, on peut considérer qu'on reste loin d'avoir un État-nation souverain sur l'ensemble de son territoire.* »

Selon Charles Saint-Prot, deux points méritent d'être mis en exergue : le jeu des puissances en faveur du séparatisme est ancien et il s'est toujours opposé aux aspirations nationales ; les risques de désintégration de l'État et de séparatisme dans le monde arabe ont explosé après l'agression contre l'Irak.

Après avoir rappelé que le mouvement national arabe, depuis le début du XIXe siècle, a refusé toutes les divisions sectaires, ethniques et confessionnelles, aujourd'hui les menaces séparatistes se multiplient aussi bien en Irak, en Syrie, en Libye et au Yémen que dans certains États du Maghreb comme l'Algérie et la Libye. Face à ces menaces, orchestrées par le jeu de l'étranger, Charles Saint-Prot a souligné que le monde arabe doit refuser les divisions stériles, qu'il a besoin d'États forts et souverains pour faire prévaloir l'intérêt général sur les communautarismes ethniques, religieux ou autres. En conclusion, il a affirmé : « *Pratiquement quelle doit être la priorité ? Nous en revenons à la question de l'État. Pour déjouer les menaces séparatistes, la priorité est de consolider les États du Proche-Orient arabe de façon qu'ils soient de véritables constructions nationales capables de résister aux menaces de fragmentation des sociétés locales. Il faut donc raffermir l'État de droit,*

*ce qui implique un effort réel en faveur de la promotion concrète des libertés fondamentales et du renforcement de l'autorité de l'État face aux forces de dissolution.* »

Dr Zeina el Tibi, présidente déléguée de l'Observatoire d'études géopolitiques, a exposé que le confessionnalisme est instrumentalisé contre le monde arabe. Elle a expliqué que la question du confessionnalisme dans le monde arabe a commencé au lendemain de la fin de la Première Guerre mondiale. Le but des parties régionales et internationales était de créer des dissensions et des conflits dans l'ensemble du monde arabe. Les puissances régionales ou mondiales ont chacune joué cette carte : par exemple, les Anglo-Saxons ont encouragé le mouvement des Frères musulmans contre le nationalisme arabe.

Prenant l'exemple du Liban, elle a indiqué que le système confessionnel n'aura fait que servir les manœuvres de l'étranger, à commencer par Israël. Selon Mme el Tibi, il faut, tout en les respectant, dépasser les particularités par un projet commun. Pour cela il faut renforcer l'État-nation pour dépasser le confessionnalisme et permettre au Liban de retrouver sa vocation de jouer un rôle actif au service du dialogue des cultures. Elle a conclu : « *Il est temps pour le Liban de retrouver sa place dans l'Histoire. Le destin des nations dépend de la volonté de leurs peuples. Les Libanais doivent se débarrasser des anciennes entraves et des contraintes qui ont toujours été utilisées par leurs ennemis pour les diviser et les ruiner.*

(suite page 2)

(suite édito)

*Redisons-le la vocation du Liban n'est pas d'être un État tampon mais c'est de devenir un État trait d'union. L'enjeu est de faire de la diversité des croyances un facteur d'enrichissement mutuel et un exemple de dialogue réussi entre les religions. Le Liban est le lieu idéal pour un tel dialogue. Il pourrait être le siège de ce nécessaire Institut pour l'étude comparée des religions que préconisait le Cénacle libanais, en 1965 ».*

Dr Nabil el Khoury, enseignant à Beyrouth, a analysé le jeu des puissances, notant que les États-Unis ont pour principal objectif de protéger leur allié israélien, ce qui les conduit à encourager des séparatismes destinés à affaiblir le monde arabe. Quant à la Russie elle poursuit l'ambition historique d'être présente en Méditerranée, employant pour cela tous les moyens.

Le professeur Jean-Yves de Cara, avocat et expert en droit international, a pris l'exemple du conflit artificiel créé par l'Algérie contre le Sahara marocain pour démontrer que le séparatisme est un véritable danger. Le montage politico-juridique inspiré par l'Algérie, via le séparatisme, vise à porter atteinte à l'intégrité territoriale du Maroc. Pour le professeur de Cara c'est une menace grave sur la stabilité d'une région déjà ébranlée par de nombreux conflits et par l'activisme des groupes terroristes.

Un débat a ensuite permis aux nombreux assistants et personnalités présentes de dialoguer avec les intervenants qui ont également dédié les dernières publications de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris.

Le président de la République du Liban, Michel Aoun, a reçu la délégation de l'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris, composée de Charles Saint-Prot, Jean-Yves de Cara, et Zeina el Tibi, au palais de Baabda, le 2 mars 2018. Les dirigeants de l'Observatoire d'études géopolitiques ont relaté au président Aoun les travaux du colloque à l'USJ puis ils ont remis au président de la République libanaise les dernières publications de leur institut : un ouvrage sur Les constitutions arabes, le livre *Sahara marocain - le dossier d'un conflit artificiel* et le *Mémento sur la question du Sahara marocain* en quatre langues. Ces ouvrages ont également été offerts par leurs auteurs à plusieurs personnalités libanaises dont le président du gouvernement, M. Saad Hariri.



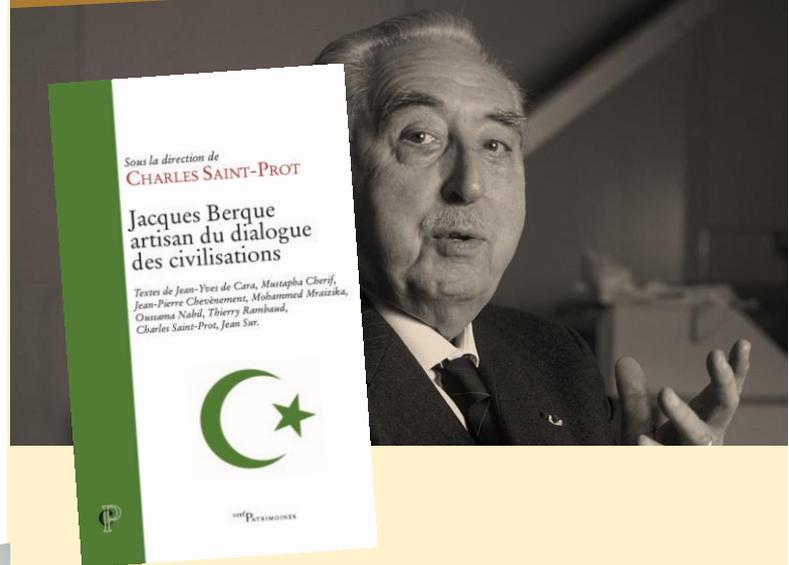
## Forum de Marrakech sur la sécurité



Le 9 février 2018, Charles Saint-Prot, directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris, a assisté à la 9ème édition du Forum de Marrakech sur la sécurité, **AfricaSEC 2018**, placée sous le thème « *Les menaces émergentes et les nouveaux risques de conflictualité en Afrique* ».

Il a présenté une communication intitulée « *L'expérience marocaine et la coopération en matière de renseignement dans la lutte contre le terrorisme* ».

## Vient de paraître



### Jacques Berque, artisan du dialogue des civilisations

Jacques Berque artisan du dialogue des civilisations vient de paraître aux éditions du Cerf, dans la collection « études islamiques » patronnée par l'Observatoire d'études géopolitiques.

Ce livre, publié sous la direction de Charles Saint-Prot, réunit des textes de Jean-Yves de Cara, Mustapha Cherif, Jean-Pierre Chevènement, Mohammed Mraizika, Oussama Nabil, Thierry Rambaud, Charles Saint-Prot et Jean Sur.

# Conférence mondiale sur Jérusalem



**Charles Saint-Prot et Thierry Rambaud ont représenté l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris à la Conférence mondiale sur Jérusalem (al Quds) qui s'est tenue au Caire, les 17 et 18 janvier 2018, pour « sensibiliser l'opinion internationale à la question de Jérusalem et mettre l'accent sur son identité arabe ».**

En réaction à la décision du Président Donald Trump d'appliquer une loi votée par le Congrès des États-Unis en 1995, visant à reconnaître Jérusalem (al Quds) comme capitale d'Israël, le Grand Imam d'al Azhar, le cheikh Ahmed el Tayeb avait souhaité organiser un grand événement permettant d'organiser une réponse vigoureuse sur le plan diplomatique, juridique et religieuse. Cette importante manifestation, qui s'est tenue au centre des conférences d'al Azhar au Caire, a rassemblé une assemblée très prestigieuse à la hauteur des enjeux. C'est ainsi que se sont réunis des représentants de 86 pays, dont le président palestinien Mahmoud Abbas qui a appelé au secours la communauté internationale, des ministres, des parlementaires, des universitaires et de nombreux dignitaires musulmans (le grand Moufti de Jérusalem), chrétiens et juifs (dont un groupe de rabbins antisionistes). Sa Sainteté le Pape François, retenu par une visite pastorale en Amérique latine, a fait lire un message assurant qu'il s'associait à cette conférence par la prière.

La conférence s'est organisée autour de trois sessions : 1) L'identité arabe et la signification de Jérusalem ; 2) Prise de conscience de l'état d'avancement de la cause palestinienne ; 3) La responsabilité internationale envers Jérusalem.

Charles Saint-Prot, directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris, a souligné que « *la question palestinienne constitue une honte pour notre humanité. C'est donc du ressort de notre responsabilité collective. Si nous ne voulons pas que la société internationale soit livrée à la loi du plus fort, il faut dire et répéter qu'un véritable règlement concernant le statut de Jérusalem ne peut s'inscrire que dans le cadre d'un règlement global. Et ce règlement passe par la reconnaissance des droits nationaux légitimes du peuple palestinien.* »

La déclaration finale de la conférence mondiale confirme l'arabité d'al Quds (Jérusalem) en soulignant également qu'elle a été, tout au long de son histoire, un lieu sacré pour les Arabes musulmans et chrétiens. Elle souligne que Jérusalem est la « *capitale éternelle de la Palestine* » et l'identité arabe de Jérusalem ne peut être altérée artificiellement. La déclaration rejette catégoriquement les dernières décisions de l'administration américaine qui doivent être considérées comme des mots sans valeur. Elle insiste sur la nécessité de prendre des mesures sérieuses et urgentes pour faire cesser une situation injuste et inacceptable. La conférence a adopté la proposition faite par le Grand Imam d'al Azhar que 2018 soit l'année de Jérusalem.

# ACTIVITÉS



## EGE Paris : Maroc, quels enjeux stratégiques pour l'Europe et l'Afrique ?

Charles Saint Prot, directeur général de l'OEG, et Michel Ruimy, économiste, présentent, le 19 mars à 19h à l'École de guerre économique, les enjeux stratégiques représentés par le Maroc pour l'Europe et l'Afrique.

Inscription obligatoire : [wanlin.ronan@orange.fr](mailto:wanlin.ronan@orange.fr)  
Adresse : 196 rue de Grenelle, Paris VIe

## Parlement européen

Le 22 mars 2018 au Parlement européen : Conférence, sous la présidence de Gilles Pargneaux, avec l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris, sur le thème « **Les relations Maroc Union européenne et les errements de la justice européenne** ». Communications de Jean-Yves de Cara, Professeur agrégé de droit international, Abdelhamid el Quali, Professeur de Droit International et de Relations Internationales, et Charles Saint-Prot, Directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris.

Présentation du **Mémento de la question du Sahara marocain**, publié aux éditions du Cerf en quatre langues.

## Tunis

Charles Saint-Prot et Thierry Rambaud participent, les 23 et 24 mars 2018 au forum international de Tunis sur le rôle de la société civile dans la promotion de la bonne gouvernance.

Ce forum, placé sous le haut patronage de M Béji Caid Essebsi, Président de la république Tunisienne, est organisé par l'Organisation islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ISESCO) l'Instance nationale de Lutte Contre la Corruption (INLUCC) en république Tunisienne, le Ministère tunisien des Affaires culturelles, la Fédération des Universités du Monde islamique (FUMI) et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique.

Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à Paris, un bureau à Beyrouth pour le Proche-Orient, des représentants au Caire, à Dakar, à Rabat et à Bruxelles, ainsi que des correspondants sur les cinq continents.

- Directeur : Charles Saint-Prot
- Présidente déléguée : Zeina el Tibi
- Président du Conseil scientifique : Jean-Yves de Cara
- Direction des programmes : Christophe Boutin
- Direction des études : Thierry Rambaud et Frédéric Rouillois

Siège de l'OEG : 14 avenue d'Eylau, F-75016 Paris

Tél : + 33 (0) 1 77 72 64 27 et 28 / Fax : + 33 (0) 1 77 72 64 29

Courriel : [etudesgeo@yahoo.com](mailto:etudesgeo@yahoo.com)

Site : [etudes-geopolitiques.com](http://etudes-geopolitiques.com)

Directrice de la publication : Zeina el Tibi

ISSN : 2106-5187

## Membres du conseil scientifique de l'OEG :

### Professeur Ahmed Bouachi

*professeur à l'université Mohammed V de Rabat et à l'ENA du Maroc*

### Professeur Christophe Boutin

*professeur agrégé des universités*

### Professeur Jean-Yves de Cara

*professeur à la Faculté de droit Paris Descartes*

### Doyen Michel de Guillenchmidt

*avocat, professeur (ém.) à la Faculté de droit Paris Descartes*

### Dr François-Bernard Huyghe

*docteur en science politique (hdr),  
enseignant à l'École de guerre économique*

### Professeur Edmond Jouve

*professeur émérite des Universités*

### Doyen Oussama Nabil Ali

*professeur à l'université al Azhar du Caire*

### Professeur Pierre Pascallon

*professeur agrégé des Universités à l'université de Clermont-Ferrand*

### Doyen Jean-François Poli

*avocat, professeur à l'université de Corse*

### Professeur Thierry Rambaud

*professeur agrégé des universités*

### Professeur Frédéric Rouillois

*professeur à l'université Paris Descartes*

### Professeur Michel Ruimy

*économiste, professeur à Sciences Po et à l'ESCP-Europe*

### Dr Charles Saint-Prot

*géopolitologue, islamologue, directeur de l'OEG*

### Dr Jamal Al Suwaidi

*directeur général de l'ECSSR d'Abou Dhabi*

### Dr Zeina el Tibi

*docteur en droit public, essayiste, journaliste, présidente déléguée*

### Doyen Christian Vallar

*professeur agrégé des universités, doyen de la faculté de droit  
et de science politique de Nice*

### Professeur Henri Védie

*économiste, Groupe HEC*

**14 avenue d'Eylau  
75016 Paris (France)**

Suivez-nous sur Twitter :  
[@Obsetudesgeopo](https://twitter.com/Obsetudesgeopo)